

festé dans la grève de chez Renault. Par leurs propres forces, la bourgeoisie et son appareil d'Etat se sont avérés absolument incapables de maîtriser la grève, d'empêcher sa généralisation. Il a fallu que les classes dominantes fassent appel aux ressources du stalinisme pour maîtriser le plus important des conflits de la période d'après-guerre.

7. Il est impossible de comprendre la place de la grève Renault dans la situation des classes sans dresser, ne serait-ce que d'une manière succincte, le tableau des luttes depuis la libération.

Depuis janvier 1946, date du premier conflit de la presse, les luttes sont parties des couches périphériques de la classe ouvrière pour embrasser les couches d'avant-garde de la classe: mouvement de la presse, du livre, des employés, des postiers, mouvements se développant chaque fois avec plus d'ampleur, qui ont préparé la grève de chez Renault. La date capitale, c'est celle de la grève de la presse du mois de février et la généralisation de la grève au «labeur», tentée par le Front ouvrier. Au mois de février, une vague de grèves a entraîné, pour la première fois, des usines de la métallurgie parisienne, avant-garde du prolétariat français: Rateau, L. M. T., P. M., grèves partielles chez Renault et Citroën. Pendant cette période sont nés les comités de lutte chez Renault et chez Unic principalement, expression d'une tendance générale de la classe ouvrière à engager la lutte, en brisant la discipline des vieilles organisations traditionnelles.

8. Les comités de lutte, quelles qu'en soient les faiblesses, ne représentaient en rien des organes de discussion, mais constituaient des rassemblements d'ouvriers d'avant-garde qui cherchaient une voie pour l'action. Des militants du P. C. I. ont été seuls capables de leur fournir un programme: les 10 francs sur le taux de base; une stratégie: la préparation de la grève, à l'encontre des autres organisations: l'Union Communiste, les bordighistes, les anars, la C. N. T., etc.

9. Le problème de l'élection de ces comités de lutte, qui a été considéré comme capital par certains camarades, pour leur dénier tout rôle dans la préparation des luttes, est en réalité purement formel. Les ouvriers d'avant-garde se rassemblaient spontanément, c'était là l'essentiel. Le comité central regrette que la résolution du 9 mars, n'ait pas été appliquée et qu'il n'ait pas été fait une propagande et une agitation inlassables dans «La Vérité» sur les comités de lutte.

10. La grève Renault a constitué l'éclatante démonstration des immenses ressources de la classe ouvrière dans l'action. Le comité central commettrait une faute criminelle s'il ne faisait pas fond sur cette combativité. Ce qu'il faut comprendre, c'est que la capacité de compression du P. C. F. a été en raison directe de la violence et de l'importance de la grève. C'est chez Renault que, pour la première fois, le P. C. F. a été mis en échec. Quelle que soit la capacité du stalinisme de «coiffer» le mouvement à cette étape, ce fait doit rester inscrit dans toute la politique du P. C. I. C'est sur le «débordement» de l'appareil traître que le P. C. I. doit baser toute sa politique, c'est-à-dire que c'est sur la tête et non sur la queue que nous devons axer toute notre propagande et notre agitation.

11. La grève de chez Renault et l'essai de généralisation de la grève chez Unic ont démontré qu'il est criminel, pour le

parti, de s'adapter au stalinisme. Il faut le dire franchement, si la grève ne s'est pas étendue à la métallurgie dans les secteurs importants, ce n'est pas au manque de combativité des masses que cela est dû, mais aux faiblesses du P. C. I. En nous adaptant au stalinisme chez Unic, nous avons endossé la responsabilité de l'échec de la grève générale dans le secteur de Puteaux-Suresnes.

Chez Unic, il a suffi d'une intervention d'un camarade du P.C.I. auprès du contremaître pour que le patron qui ne voulait pas payer les heures de grève s'exécute en vitesse.

La conclusion qui s'impose c'est qu'il faut à tout prix redresser la politique du parti et éduquer nos militants, l'avant-garde et la classe ouvrière dans la voie d'une stricte délimitation et d'une implacable dénonciation de la politique du stalinisme. Toute autre politique nous impuissanterait totalement.

11 bis. Le rôle des militants du P.C.I. a été capital pour toute la durée du conflit. Un militant ouvrier d'avant-garde dans une période de lutte représente une force incomparablement plus forte que le strict nombre ne permet de le supposer. En comptant largement, la grève Renault a été conduite par cinq trotskystes, trois de «Lutte de Classes» et deux du P.C.I. Cependant, il serait absurde d'estimer que c'est le parti qui a provoqué la grève. C'est parce qu'il y a eu un mouvement de fond, que le P.C.I. a pu exprimer les besoins profonds de la classe ouvrière. Il faut bien comprendre que c'est à travers la lutte que les ouvriers prennent conscience du nouveau parti. La situation nationale et internationale pousse les ouvriers à la lutte, cette lutte permet la mobilisation des masses autour de l'avant-garde.

12. A quel rythme et suivant quelles étapes le mouvement se développera, il est encore impossible de le définir exactement. La violence des contradictions tant entre les classes qu'à l'intérieur des classes peut aboutir à des explosions. La faiblesse du P.C.I., le rapport de forces encore en faveur du P.C.F., dominant cependant le problème des rythmes. Quand nous nous sommes engagés dans la lutte chez Renault, nous étions persuadés que nous serions «coiffés» par le P.C.F. à un stade déterminé. Ce qui a étonné, c'est l'ampleur du débordement, ce qui nous a étonnés, c'est la possibilité pour le P.C.I. d'impulser dès à présent une grève générale dans des secteurs très importants de la métallurgie parisienne. Mais il n'y a pas encore de doute pour nous que le P.C.F. est capable de reprendre en main le mouvement à une étape déterminée. La seule question pour nous est de pousser le plus loin possible l'expérience pour poser les fondements les plus solides à la prochaine vague et pour la sélection et l'éducation d'une avant-garde et de nos militants capables de prendre la tête des prochaines luttes.

13. Les militants du P.C.I. sont apparus comme une direction pour de larges couches de l'avant-garde et de la classe ouvrière. Pour la première fois, un large courant d'avant-garde se tourne vers nous, et attend de notre parti des mots d'ordre et des directives pour le combat. La tâche essentielle du P.C.I. pour la période qui vient consiste à organiser solidement des noyaux dans les entreprises, à organiser l'avant-garde dans les comités de lutte d'usine, d'asseoir le «Front ouvrier» dans la C.G.T., afin de préparer les meilleures conditions pour la généralisation des grèves.

II. — LA SITUATION POLITIQUE

1. Pour ne pas se couper des masses, le parti stalinien a été contraint de quitter le gouvernement et d'opérer une manœuvre dans le cadre de sa politique de collaboration de classes. Il fallait à tout prix reprendre la direction du mouvement pour le P.C.F. et empêcher son extension. Il fallait à tout prix essayer d'apparaître comme le défenseur des revendications ouvrières pour ne pas perdre le contrôle sur la masse.

Donc le fait majeur dans la sortie du P.C.F. du gouvernement, c'est la pression des masses. Mais il est évident que la bourgeoisie et le P.C.F. ont essayé d'utiliser cette sortie qui correspondait à leur objectif commun: maintenir dans l'inaction la classe ouvrière. La bourgeoisie pour essayer de dominer la pression exercée par les stalinien sur sa politique. Le P.C.F. pour accentuer cette pression en démontrant qu'il est aujourd'hui la seule force, ce qui est vrai, capable de replacer «le couvercle sur la chaudière en ébullition» (Frachon) et pour revenir au gouvernement. La force du parti stalinien, sa capacité de défense des intérêts de la bureaucratie soviétique,

sont directement fonction de la puissance de la classe ouvrière qu'il peut comprimer.

2. La grève Renault a démontré également que la bourgeoisie française ne peut céder aux revendications ouvrières sans mettre en péril le précaire équilibre économique et politique établi. Trois francs chez Renault, une partie des heures de grèves payées et c'est tout le programme d'exportation de la régie Renault qui est remis en question. Dans ce sens et étant donné la situation présente de l'impérialisme français, seuls des myopes peuvent considérer la grève Renault comme purement économique. La grève pose des problèmes politiques:

- sur le plan objectif, du fait de la situation française;
- subjectivement, par le très haut degré de combativité des masses.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que loin de manifester un bas niveau, les masses ont posé et reposé tous les problèmes jusqu'aux plus élevés de la politique révolutionnaire. Tout y est